

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE FINANCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REUNION « SOFIDER »

Société anonyme au capital de 40 000 000 €
Siège social : 3, rue Labourdonnais – 97400 Saint-Denis de la Réunion
314 539 347 R.C.S. Saint-Denis – APE 6492 Z

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2025

I. – Bilan au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2024	2023
Caisses, banques centrales		84	84
Créances sur les établissements de crédit	3.1	21 231	9 561
Opérations avec la clientèle	3.2.1	1 321 539	1 322 542
Actions et autres titres à revenu variable	3.3.1	660	660
Participations et autres titres détenus à long terme		7	5
Parts dans les entreprises liées	3.4.1	551	551
Immobilisations incorporelles	3.5.1	60	195
Immobilisations corporelles	3.5.2	718	733
Autres actifs	3.6	3 122	7 036
Comptes de régularisation	3.7	10 091	9 344
Total de l'actif		1 358 063	1 350 711

Passif	Notes	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	1 160 111	1 136 595
Opérations avec la clientèle	3.2.1	10 973	12 978
Autres passifs	3.6	1 334	745
Comptes de régularisation	3.7	84 381	81 713
Provisions	3.8.1	5 457	4 589
Dettes subordonnées	3.11		
Capitaux propres et assimilés	3.9	95 807	114 091
Capital souscrit		40 000	40 000
Primes d'émission		5 224	5 224
Réserves		16 591	16 591
Subventions et fonds publics affectés		1 043	1 045
Report à nouveau		26 250	46 027
Résultat en instance d'approbation			
Résultat de l'exercice (+/-)		6 699	5 204
Total du passif		1 358 063	1 350 711

Hors bilan	Notes	2024	2023
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1.1	30 719	30 396
Engagements de garantie	4.1.2	22 000	16 760
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1.1	25 000	0
Engagements de garantie	4.1.2	995 505	851 249

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	2 024	2 023
Intérêts et produits assimilés	5.1	42 855	37 704
Intérêts et charges assimilées	5.1	-22 885	-18 711
Revenus des titres à revenu variable	5.2	3	5
Commissions (produits)	5.3	4 722	3 206
Commissions (charges)	5.3	-1 358	-753
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.4	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	417	149
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	-252	-43
Produit net bancaire		23 502	21 557
Charges générales d'exploitation	5.6	-7 248	-8 686
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-266	-303
Résultat brut d'exploitation		15 988	12 568
Coût du risque	5.7	-6 366	-5 055
Résultat d'exploitation		9 622	7 513
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.8	0	0
Résultat courant avant impôt		9 622	7 513
Impôt sur les bénéfices	5.9	-2 923	-2 309
Résultat net		6 699	5 204

III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

Résultat de l'exercice	6 699 201,15 €
- Report à nouveau antérieur	26 249 989,03 €
Le solde, soit 32 949 190,18 € est reporté à nouveau.	

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous présentons les dividendes versés au titre des trois derniers exercices :

- 2022 : 20 555 150,00 €
- 2023 : 24 980 900,00 €
- 2024 : aucun versement

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. – Annexe des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont consolidés au sein de la BRED située au N°18, Quai de la Rapée 75012 PARIS. Ils présentent les caractéristiques suivantes (en milliers d'euros) :

Total du bilan avant répartition du résultat :	1 358 063
Encours crédit à la clientèle :	1 321 539
Capitaux propres et assimilés :	95 807
PNB :	23 502
Coût du risque :	(6 366)
Résultat net :	6 699

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. – Faits marquants de l'exercice

Dans un contexte de marché particulièrement défavorable sur l'immobilier (hausse des taux notamment), la SOFIDER n'a pu maintenir un niveau de production comparable aux années antérieures. Par ailleurs, la SOFIDER continue de renforcer son développement sur ses nouveaux métiers et notamment son activité de financement des biens de consommation.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. – Généralités

Les états financiers de la SOFIDER (Groupe BRED) sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, notamment le règlement ANC 2014-07 relatif à la présentation des états financiers.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros avec un comparatif sur deux exercices, le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023.

B. – Changement de méthode comptable

Néant

C. – Opérations avec la clientèle

Les prêts figurent au bilan pour leur montant (y compris les créances rattachées) après dépréciations constituées en vue de faire face à un risque de non-recouvrement (cf. note 3.2.1).

Les principaux types de prêts accordés par la SOFIDER sont :

- crédits de trésorerie, d'équipement, et immobiliers aux entreprises et professionnels
- crédits de trésorerie et immobiliers aux particuliers

Les intérêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leur montant couru, échu et non échu, calculé prorata temporis.

Conformément au règlement ANC 2014-07 les frais dossiers perçus liés à l'octroi des crédits sont étalés sur la durée de vie des contrats.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

D. – Titres de placement

Conformément au règlement ANC 2014-07, les règles suivantes sont applicables en fonction de la finalité de l'opération :

- Les titres de placement sont enregistrés à la date d'acquisition, au prix d'achat. Il s'agit d'actions ou de parts sociales de société.
- Les moins-values latentes déterminées par la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité font l'objet d'une dépréciation ligne à ligne sans compensation avec les plus-values latentes constatées.

E. – Parts dans les entreprises liées**Titres de participation :**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il s'agit des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice, ou d'en assurer le contrôle.

F. – Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût historique (prix d'achats et frais accessoires) net de TVA récupérable.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes du groupe.

G. – Provisions de passif

Conformément au règlement ANC 2014-03, il s'agit de provisions afférentes à une obligation à l'égard d'un tiers, susceptibles d'entraîner une sortie de ressources sans contrepartie (cf. tableau en note 3.8.2).

Provisions pour risques 395 K€ cf. note 3.8.2

Ces provisions correspondent à des estimations de charges à payer dans le cadre de procédures Risques clients

Provisions dites « S2 »

Les Provisions dites « S2 », destinées à couvrir les pertes attendues sur les encours vifs des contreparties « saines » suite à une dégradation de leur note depuis leur comptabilisation initiale s'élève à 4 061 K€.

H. – Engagements de financement

Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées avec la clientèle et l'engagement de financement reçu de la BRED.

I. – Engagements de garantie

Les engagements donnés de garantie d'ordre de la clientèle enregistrent :

Les garanties financières d'achèvement accordées aux promoteurs immobiliers.

Les cautions bancaires données aux fournisseurs dans le cadre de ces opérations immobilières.

Les contre-garanties données aux co-bailleurs sur le financement de crédit-bail.

Autres engagements par signature (cautions diverses)

Les engagements de garantie reçus enregistrent principalement les engagements reçus d'établissements de crédits, fonds de garantie et de la clientèle pour garantir les prêts accordés par la SOFIDER.

J. – Evénements significatifs

Néant

K. – Evénements postérieurs à la clôture

Néant

III. – Notes sur le bilan

3.1. – Opérations interbancaires

Actif (En milliers d'euros.)	2024	2023
Comptes ordinaires	21 231	9 561
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à vue	21 231	9 561
Comptes et prêts à terme		
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances à terme		
Créances rattachées		
Total	21 231	9 561
Créances sur opérations avec le réseau BRED		
À vue	21 231	9 561
À terme		

Passif (En milliers d'euros.)	2024	2023
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	1 154 151	1 131 538
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées à terme	5 960	5 057
Dettes à terme	1 160 111	1 135 958
Total	1 160 111	1 135 958
Dettes sur opérations avec le réseau BRED		
À vue		
À terme	1 160 111	1 135 958

3.2.1. – Opérations avec la clientèleCréances sur la clientèle

Actif (En milliers d'euros.)	2024	2023
Créances commerciales	1 231 529	1 238 038
Crédits de trésorerie et de consommation	210 967	160 828
Crédits à l'équipement	174 359	183 099
Crédits à l'habitat	846 203	894 111
Créances rattachées encours sains	2 639	2 386
Prêts à la clientèle financière	0	18
Comptes ordinaires débiteurs	27 568	27 670
Certificat d'association		1
Valeurs non imputées	934	202
Créances douteuses	88 422	79 803
Dépréciations des créances sur la clientèle	-29 553	-25 575
Total	1 321 539	1 322 542

Dettes vis-à-vis de la clientèle

Passif (En milliers d'euros.)	2024	2023
Autres comptes d'épargne à régime spécial	0	42
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle	6 905	8 501
Dépôts de garantie	129	448
Autres sommes dues	3 939	3 987
Dettes rattachées		
Total	10 973	12 978

(1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	6 905		6 905	8 501		8 501
Emprunts auprès de la clientèle financière (1)						
Valeurs et titres donnés en pension livrée						
Autres comptes et emprunts						
Total	6 905		6 905	8 501		8 501

3.2.2. – Opérations avec la clientèle - Répartition des encours de crédit par agents économiques

(En milliers d'euros.)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	182 376	19 680	-7 556	12 870	-6 842
Entrepreneurs individuels	79 666	9 682	-2 434	4 993	-1 905
Particuliers	960 087	59 060	-19 563	20 822	-12 664
Administration, associations	9 400				
Total au 31 décembre 2024	1 231 529	88 422	-29 553	38 685	-21 411
Total au 31 décembre 2023	1 238 038	79 803	-25 575	33 368	-19 160

3.3.1. – Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenus fixes et variables

Portefeuille titres

(En milliers d'euros.)	2024					2023				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Montants bruts		1 641			1 641		1 641			1 641
Créances rattachées										
Dépréciations		-980			-980		-980			-980
Actions et autres titres à revenu variable		660			660		660			660
Total		660			660		660			660

Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2023				2022			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés								
Titres non cotés		1 641		1 641		1 641		1 641
Créances rattachées								
Total		1 641		1 641		1 641		1 641

3.4.1. – Evolution des titres de participation et assimilés

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2024
Participations et autres titres détenus à long terme						0
Parts dans les entreprises liées	3 062					3 062
Valeurs brutes	3 062					3 062
Participations et autres titres à long terme						
Parts dans les entreprises liées	2 512					2 512
Dépréciations	2 512					2 512
Total	551	0	0			551

Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme

Filiales et participations	Capital 31/12/2024	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2024	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2024	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2024	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Labourdonnais SARL	551	550	100 %	3 062	551
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

Filiales et participations	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2024	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2024	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2024	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2024	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2024
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Labourdonnais SARL		0	34	3	0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

3.5.1. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Droits au bail et fonds commerciaux	1 902				1 902
Logiciels	406				406
Autres	2 680				2 680
Valeurs brutes	4 988	0	0	0	4 988
Droits au bail et fonds commerciaux	-1 902				-1 902
Logiciels	-211	-135			-346
Autres	-2 680				-2 680
Dépréciations					
Amortissements et dépréciations	-4 793	-135	0	0	-4 928
Total valeurs nettes	195	-135	0	0	60

3.5.2. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Terrains	74				74
Constructions	3 500				3 500
Agencements d'exploitation	933	96	-60		969
Autres matériels d'exploitation	138	12			150
Constructions hors d'exploitation	416				416
Agencements hors d'exploitation	29	8			37
Immobilisation en cours	0				0
Immobilisations corporelles d'exploitation	4 646	108	-60	0	4 693
Immobilisations hors exploitation	445	8	0	0	453
Valeurs brutes	5 091	116	-60	0	5 146
Constructions	-3 450	-11			-3 461
Agencements d'exploitation	-445	-101	61		-485
Autres matériels d'exploitation	-52	-16			-68
Constructions hors d'exploitation	-405				-405
Agencements hors d'exploitation	-6	-3			-9
Immobilisations corporelles d'exploitation	-3 947	-128	61	0	-4 014
Immobilisations hors exploitation	-410	-3	0	0	-413
Amortissements et dépréciations	-4 357	-131	61	0	-4 428
Total valeurs nettes	733				718

3.6. – Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales (1)	1 582	793	4 736	195
Dépôts de garantie versés et reçus	161		158	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (2)	1 379	541	2 142	550
Total	3 122	1 334	7 036	745
(1) dont crédit d'impôt PTZ	1 582		2 659	
(1) dont impôt sur les sociétés (régime d'intégration fiscale à compter du 01/01/2022)		538	2 077	
(2) dont dossiers MURABAHA	4		1 207	

3.7. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission				
Charges / produits constatés d'avance (1)	9 854	80 700	8 575	79 373
Produits à recevoir / Charges à payer	198	3 316	164	1 975
Valeurs à l'encaissement	39	363	605	364
Autres		1		1
Total	10 091	84 380	9 344	81 713
(1) dont impôt différé PTZ	4 257		4 343	
(1) dont produits constatés d'avance PTZ		13 847		14 920
(1) dont produits constatés d'avance MURABAHA		66 552		64 183
(1) dont commissions prescripteurs constatées d'avance	5 593		4 220	

3.8.1. – Détail des provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2024
Provisions pour risques de contrepartie	4 589	1 477	-610		0	5 457
Provisions pour engagements sociaux	0					0
Provisions pour PEL/CEL						
Provisions pour restructurations	0					0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme						
Immobilisations financières						
Promotion immobilière						
Provisions pour impôts	0					0
Autres						
Autres provisions pour risques	0	0				0
Provisions pour restructurations informatiques						
Autres provisions exceptionnelles						
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
Total	4 589	1 477	-610	0	0	5 457

3.8.2. – Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2024
Dépréciations sur créances sur la clientèle	25 575	11 640	-7 003	-659	29 553
Dépréciations sur autres créances	466				466
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	26 041	11 640	-7 003	-659	30 019
Provisions S2 risque bilan/hors bilan	4 100	231	-270		4 061
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	489	246	-340		395
Autres provisions	0	1 000			1 000
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	4 589	1 477	-610	0	5 456
Total	30 630	13 117	-7 613	-659	35 475

3.9. – Capitaux propres et assimilés

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres et assimilés
Total au 31 décembre 2022	40 000	5 224	17 648	56 058	10 523	129 453
Mouvements de l'exercice		0	-12	-10 032	-5 319	-15 363
Total au 31 décembre 2023	40 000	5 224	17 636	46 027	5 204	114 091
Impact changement de méthode						
Affectation résultat 2023				5 204	-5 204	0
Distribution de dividendes				-24 981		-24 981
Augmentation de capital						
Autres mouvements			-1			-1
Résultat de la période					6 699	6 699
Total au 31 décembre 2024	40 000	5 224	17 635	26 250	6 699	95 807

3.10. – Durée résiduelle des emplois et ressources

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	21 231						21 231
Opérations avec la clientèle	102 439	24 457	107 236	451 027	635 980		1 321 139
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	123 670	24 457	107 236	451 027	635 980	0	1 342 370
Dettes envers les établissements de crédit	40 385	1 564	93 777	497 740	526 645		1 160 111
Opérations avec la clientèle	10 844			129			10 973
Dettes représentées par un titre							
Dettes subordonnées							
Total des ressources	51 229	1 564	93 777	497 869	526 645	0	1 171 084

3.11. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0	0
Dettes rattachées		
Total	0	0

4.1.1. – Engagements reçus et donnés - Engagements de financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	30 719	30 396
Total des engagements de financement donnés	30 719	30 396
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	0	0
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	0	0

4.1.2. – Engagements reçus et donnés - Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle	22 000	16 760
Total des engagements de garantie donnés	22 000	16 760
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	75 222	84 389
Autres engagements reçus	920 283	766 860
Total des engagements de garantie reçus	995 505	851 249

5.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		-22 730	-22 730		-18 581	-18 581
Opérations avec la clientèle *	42 855	-155	42 700	37 704	-130	37 574
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	42 855	-22 885	19 970	37 704	-18 711	18 993

5.2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions et autres titres à revenu variable	3	5
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Total	3	5

5.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		-9	-9		-7	-7
Opérations avec la clientèle	2 518		2 518	1 680		1 680
Opérations sur titres						
Moyens de paiement						
Opérations de change						
Engagements hors bilan	741			561		
Prestations de services financiers	1 463	-1 349	114	962	-746	216
Activités de conseil						
Autres commissions			0	3		3
Total	4 722	-1 358	2 623	3 206	-753	1 892

5.4. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	0		0	0		0
Dotations	0		0	0		0
Reprises			0			0
Résultat de cession			0			0
Autres éléments						
Total	0	0	0	0	0	0

5.5. – Autres. – produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires	48		48	64		64
Produits et charges des activités non bancaires						
Prestations de services informatiques						
Plus value sur cession stock bien						
Autres produits et charges (*)	369	-252	117	85	-43	42
Total	417	-252	165	149	-43	106
(*) dont provisions juridiques		37		350	360	

5.6. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-441	-346
Charges de retraite et assimilées	-77	-54
Autres charges sociales	-115	-87
Intéressement des salariés	-45	-25
Participations des salariés	-73	-70
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-26	-16
Total des frais de personnel	-777	-598
Impôts et taxes	-207	-218
Autres charges générales d'exploitation	-6 413	-7 897
Charges refacturées	149	27
Total des autres charges d'exploitation	-6 471	-8 088
Total	-7 248	-8 686

5.7. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires					
Clientèle	-12 046	7 348	-713	7	-5 404
Provision collectives					
Provision S2 risque bilan/hors-bilan	-1 232	270			-962
Titres et débiteurs divers					
Provisions					
Engagements hors bilan					
Provisions pour risque clientèle					
Autres					
Total	-13 278	7 618	-713	7	-6 366

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires					
Clientèle	-9 153	5 021	-1 056	8	-5 180
Provision collectives					
Provision S2 risque bilan/hors-bilan	-495	619			125
Titres et débiteurs divers					
Provisions					
Engagements hors bilan					
Provisions pour risque clientèle					
Autres					
Total	-9 647	5 640	-1 056	8	-5 055

5.8. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations				0				0
Dotations				0				0
Reprises				0				0
Résultat de cession ou mise au rebut				0			0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

5.9.1. – Impôt sur les sociétésDétail des impôts sur le résultat 2024

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024
Bases imposables aux taux de	25,00 %
Au titre du résultat courant	11 085
Au titre du résultat exceptionnel	
Imputation des déficits	
Bases imposables	
Impôt correspondant	2 771
+ Contributions 3,3 %	66
- Déductions au titre des crédits d'impôts	
Impôt comptabilisé	2 837
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-
Provisions pour impôts	-
Total	2 837
Impôt société comptabilisé	2 837
Impôt société ID PTZ	86
	2 923

5.9.2. – Détail du résultat fiscal de l'exercice. – - passage du résultat comptable au résultat fiscal

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat net comptable (A)	6 699	5 204
Impôt social (B)	2 837	2 299
Réintégrations (C)	10 576	7 118
Dépréciations sur actifs immobilisés		
Autres dépréciations et provisions	6 244	3 342
Dotation FRBG		
OPCVM		
Moins-values régime long terme et exonérées		
QP bénéfiques sociétés de personnes ou GIE		
Divers	4 332	3 776
Déductions (D)	9 028	5 621
Plus-values long terme exonérées		
Reprises dépréciations et provisions	3 017	2 196
Dividendes		
Reprise FRBG		
Quote-part pertes sociétés de personnes ou GIE		
Amortissement frais acquisition		
Frais de constitution		
Divers	6 011	3 425
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	11 084	9 000

5.10. – Répartition de l'activité

(En milliers d'euros.)	Activités	
	Exercice 2024	Exercice 2023
Produit net bancaire	23 502	21 557
Frais de gestion	-7 514	-8 989
Résultat brut d'exploitation	15 988	12 568
Coût du risque	-6 366	-5 055
Résultat d'exploitation	9 622	7 513
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	9 622	7 513

6.1. – Honoraires des commissaires aux comptes

Montants (En milliers d'euros.)	Total				PricewaterhouseCoopers Audit			
	2024		2023		2023		2022	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés (2)	105	100 %	94	100 %		0 %	46	49 %
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	4	0 %	0	0 %		0 %	5	0 %
Total	109	100 %	94	100 %	0	0 %	51	49 %
Variation (%)	16 %							

Montants (En milliers d'euros.)	KPMG				DELOITTE			
	2024		2023		2024		2023	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés (2)	48	46 %	48	51 %	57	54 %	48	104 %
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	2	50 %	3	0 %	2	50 %	3	0 %
Total	50	46 %	51	51 %	59	54 %	51	104 %
Variation (%)	-2 %							

6.2. – Information sur les délais de règlement des clients et fournisseurs

En application des dispositions du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître :

- les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu,
- les factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice.

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	3	0	0	0	3
Montant total des factures concernées T.T.C.	458				458
Pourcentage du montant total des achats T.T.C. de l'exercice	Le pourcentage des factures reçues non réglées, à la date de la clôture est inférieur à 1 % du montant total des achats TTC de l'exercice				
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					
Nombre de factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues T.T.C.					Néant
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)					
Délai de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours date de facture				

Factures émises et non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre total des factures concernées T.T.C.					0
Montant total des factures concernées T.T.C.					0
Pourcentage du montant total des achats T.T.C. de l'exercice					
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					
Nombre de factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues T.T.C.					Néant
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)					
Délai de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Date de facture				

6.3. – Implantation dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction. Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 2 mars 2022 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2023, La SOFIDER n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOFIDER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimation des provisions/dépréciations pour risque de crédit**Risque identifié**

SOFIDER est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle. Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

La méthode de dépréciations des créances douteuses est effectuée, en fonction de la nature de la créance, soit sur base statistique, soit à dire d'expert en s'appuyant sur l'évaluation de la capacité du débiteur à régulariser son défaut et l'estimation des garanties.

Par ailleurs, SOFIDER enregistre, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives).

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction, tant dans la différenciation des encours selon le niveau de dégradation du risque de crédit et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.

L'encours de créances à la clientèle au 31 décembre 2024 s'élève à 1 351 M€ contre 1 348 M€ en 2023 (+ 3 M€) avec un montant de dépréciation de 30 M€ contre 26 M€ en 2023 (+ 4 M€).

Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à -6,4 M€ contre -5 M€ en 2023. (Note 3.2.1 et 5.7 des annexes) individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.

Notre réponse

Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit et des encours douteux dépréciés sur base statistique.

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties,
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
 - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ;
 - ont apprécié le caractère approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2024,
 - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;
 - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés.

Dépréciation sur encours de crédits douteux à dire d'expert

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2024

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOFIDER par l'assemblée générale du 8 décembre 2023 pour Deloitte & Associés et par celle du 28 décembre 2005 pour KPMG S.A.

Au 31 décembre 2024, Deloitte & Associés était dans la 2^{ème} année de sa mission et KPMG S.A. dans la 18^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821 - 67 du Code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821 - 27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 7 mai 2025
Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Sophie Meddouri

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.